

HÔPITAL DE CARHAIX. UNE SEMAINE BRÛLANTE

« C'est un Plogoff que nous devons préparer, sinon c'est perdu ». Juché sur un muret de la préfecture, à Quimper, Christian Troadec canalise la colère des Centre-Bretons. Le maire de Carhaix sait que la semaine sera longue et il a promis de monter la pression pour l'hôpital du Poher.

« Plogoff » : le mot est lourd de sens. La cité capiste avait drainé la Bretagne derrière elle pour gagner son combat contre le nucléaire après de longues et parfois violentes manifestations. Le renoncement à la centrale fut l'une des décisions « symboliques » du nouveau président Mitterrand, en 1981. Hier, les manifestants du Poher, ont prouvé une détermination sans faille appuyée par une organisation parfaitement rodée. Comme à Plogoff, la foule était de tous âges et origines. La colère des Carhaisiens était montée d'un cran samedi après la confirmation que les services maternité et chirurgie seraient fermés vendredi prochain. « Le gouvernement est sur une ligne dure, elle ne nous fera pas mollir, souligne le conseiller général Richard Ferrand, accompagné de son collègue François Riou. L'enjeu est vital pour notre territoire ». Le conseil général du Finistère votera dans la journée une subvention de 10.000 € au Comité de défense de l'hôpital.

Organisation soignée

La « prise » du centre-ville de Quimper ce lundi était bien préparée. Tous savaient qu'une action aurait lieu, mais la grande majorité a connu la destination dans la matinée. Plusieurs dizaines d'automobiles ont investi les quais vers 9 h, provoquant un vaste embouteillage. L'intendance est ensuite arrivée, camionnettes avec fourches et pelles. Un cortège s'est formé derrière trois sonneurs, pour un petit tour de ville qui s'est déroté vers la gare. Deuxième occupation : 500 manifestants, chantent, dansent, dans une joyeuse pagaille. Le trafic est interrompu.

Tensions à la préfecture

Troisième séquence, vers midi. Le flot des Carhaisiens a grossi. Ils sont 700 à 800 à revenir au centre-ville. Direction, le plat de résistance du jour : la préfecture. Devant la grille d'entrée, Christian Troadec a préparé ses mots. « Nous nous heurtons à un mur. À chaque demande de discussion, on nous envoie les forces de l'ordre. Mais il n'y a jamais de murs qui ne tombent pas ». Alors qu'un barbecue géant est installé, une bousculade survient avec trois policiers débordés. Un chalumeau branché à une bouteille de gaz est approché des grilles. Les manifestants veulent entrer de force. La tension monte puis retombe. Les gardes mobiles ont été appelés en renfort. Une demi-douzaine de camionnettes bleues se garent en trombe place de la Résistance. Des feux noircissent l'entrée de la préfecture. Des pneus sont enflammés devant le pont Saint-François. Un long face à face commence.

« Nous sommes non-violents »

Les chants se succèdent et les messages : « Nous sommes non-violents » chantés par les femmes, aux premières loges et particulièrement en verve. Au premier rang, des femmes enceintes rendent le message crédible. Les heurts avec les manifestants auront lieu à l'autre extrémité, rue Sainte-Catherine, d'où reviennent des manifestants, les yeux rougis par les gaz lacrymogènes. « Pour faire reculer l'État, il faudra une détermination sans faille, dit Christian Troadec. La violence n'est pas de notre côté mais avec ceux qui ferment un hôpital ». Vers 14 h, les manifestants quittaient Quimper, direction Châteaulin.

Christian Ménard dans le collimateur

Une heure plus tard, les premières blouses blanches apparaissent sur les bords de l'Aulne. Objectif de l'étape : la permanence de Christian Ménard. Le député UMP, défenseur historique de l'hôpital de Carhaix, a tenu l'après-midi même des propos jugés ambigus sur France 3 Ouest, qualifiant la proposition de Roselyne Bachelot « de moindre mal ». La réaction ne s'est pas fait attendre : pneus brûlés devant la façade, plaque d'identification détruite, locaux investis, souvenirs photographiques brûlés, tracts de campagnes éparpillés au vent... Les manifestants ont tenu le siège jusqu'à 18 h 30 en espérant une conférence téléphonique avec le ministère. Conférence qui ne viendra pas. Lassés, les Carhaisiens ont alors décidé de rallier la capitale du Poher pour réfléchir aux prochaines actions à mener. Non sans s'octroyer un détour par Châteauneuf-du-Faou, le fief de Christian Ménard, afin d'exprimer leur déception par un ultime feu de pneus. La semaine promet d'être longue.



Quelque 700 manifestants ont investi les rues de Quimper, hier. Cette manifestation devrait être la première d'une série prévue toute la semaine.

Page imprimée depuis l'adresse:

http://www.letelegramme.com/gratuit/generales/regions/bretagne/hopital-de-carhaix-une-semaine-brulante-20080603-3188106_1347609.php

© Le Télégramme

HÔPITAL. 2.000 PERSONNES LA RÉGION ET LE CHU DE BREST

Les Carhaisiens ont reçu le soutien de la Région et du CHU de Brest hier. Reste à savoir si cela sera suffisant, à l'heure de monter au ministère ce matin.

« Vous devez rester mobilisés. Votre combat sera long, mais il me rappelle le combat de Plogoff. C'est la résistance des Centre-Bretons. Le gouvernement ne le sait pas encore, mais les Centre-Bretons gagnent toujours ! ». Carton assuré à l'applaudimètre pour Jean-Yves Le Drian, devant près de 2.000 personnes hier soir, place de la Mairie. Certes la pluie a fini par doucher les usagers, salariés et défenseurs de l'hôpital. Mais ce qui a précédé leur a certainement mis du baume au cœur. Car si Le Drian a fait le détour avant de présenter le Tour de France en Bretagne, au Glenmor, il ne l'a pas fait seul. Et le cousin brestois et son CHU se sont également joints à la bataille. « On est venu pour une grande fête, pas un enterrement. Le CHU de Brest a besoin d'hôpitaux comme celui de Carhaix. Nous ne vous laisserons pas tomber, même si on le fera avec des moyens fragilisés », a promis quant à lui François Cuillandre, président du conseil d'administration du CHU. « Le comité de défense compte un membre supplémentaire de poids », commentait hier Richard Ferrand, qui se félicitait d'être allé chercher le soutien de praticiens brestois dès le mois de février. « Ce soutien nous aidera à l'heure d'aller demander trois choses au ministère (*) : suspendre l'arrêté d'Antoine Perrin, nous laisser du temps pour élaborer un projet, et nous donner des moyens pour faire face à l'obligation actuelle ». Cela sera-t-il suffisant ? Pas sûr. Réponse dès aujourd'hui, à Paris. * Les syndicats n'ont pas été invités à rencontrer Annie Podeur. Injuste, pour la CGT : « Exclure les syndicats dans le contexte actuel (préavis de grève illimité à compter de lundi) est bien peu judicieux et non démocratique ».

Pierre Chapin



« Le gouvernement ne le sait pas encore, mais les Centre-Bretons gagnent toujours », a rappelé Jean-Yves Le Drian, devant 2.000 personnes, place de la Mairie.

Page imprimée depuis l'adresse:

http://www.letelegramme.com/local/finistere-sud/chateaulin-carhaix/carhaix/hopital-2000-personnes-la-region-et-le-chu-de-brest-20080531-3172555_1344691.php

© Le Télégramme

HÔPITAL. « ON NE NAÎTRA PLUS À CARHAIX... »

La décision, redoutée depuis quelques semaines, est tombée hier matin. Le 6 juin, à 18 h, la maternité et la chirurgie de Carhaix (29) fermeront leurs portes. Un crève-cœur « coup de poignard » inacceptable pour les Centre-Bretons.

C'est donc un simple fax, signé de la plume d'Antoine Perrin, le directeur de l'Agence régionale d'hospitalisation (ARH), qui a officialisé la nouvelle, hier. « Les autorisations des activités de soins de gynécologie obstétrique, d'anesthésie et de chirurgie détenues par le centre hospitalier Carhaix-Plouguer sont suspendues à compter du 6 juin 2008, 18 h ». Fermez le ban. L'ARH justifie sa décision par des manquements répétés à la législation du travail (durée du travail, repos de sécurité et organisation des gardes et astreintes), dus au manque de médecins. Pour que la décision de fermeture ne soit pas irrévocable, l'hôpital doit se « mettre en conformité » avant le 13 juin. Soit, concrètement, recruter quatre anesthésistes : mission impossible, pour tous les acteurs du dossier.

Le directeur pris à partie

Le fax de l'ARH est tombé sur le bureau du directeur de l'hôpital, François-Louis Berthou, vers 10 h 20. Dans la foulée, il convoque un comité exécutif élargi, pour annoncer la nouvelle aux praticiens et représentants du personnel.

« J'ai tout fait pendant trois ans pour sauver ces services. Mais on a abouti à une organisation illégale et je n'ai pas le choix », concède-t-il. Pourtant, en début d'après-midi, il sera la première victime de la colère des salariés, qui investissent son bureau et demandent des comptes. Ils l'accusent d'être le « fossoyeur » de l'hôpital, lui reprochent sa « passivité ». « Êtes-vous prêts à assumer le fait que plus jamais aucun enfant ne naîtra à Carhaix, à part à l'arrière d'une voiture ? », lui lance une infirmière.

Objectif : gériatrie

L'homme se défend comme il peut, essaie de rassurer les salariés. « On va rencontrer tous les personnels concernés, pour voir comment ils souhaitent s'orienter, chez nous ou dans un autre établissement s'ils veulent poursuivre dans leur spécialité. Et l'hôpital pourra se développer en médecine polyvalente, orientée vers la gériatrie, mais aussi en soins de suite et rééducation, et en hospitalisation à domicile ». Une manifestation est organisée en urgence, à 18 h. Bouche-à-oreille, diffusion de tracts aux automobilistes, il flotte un vent de colère et d'insurrection sur la ville. Près de 3.000 personnes se réunissent aux portes de l'hôpital. Là encore, François-Louis Berthou, pressé par quelques usagers d'annoncer lui-même au public la nouvelle, est la cible des quolibets. Passées les prises de parole, la foule se rendra devant la gendarmerie, symbole de l'État. Quelques pneus et palettes y sont incendiés. Vers 20 h 30, cap sur l'hôtel des impôts, rapidement investi par les derniers manifestants, toujours sans violence.

Recours devant le tribunal administratif

Ce matin, un recours doit être déposé au tribunal administratif pour annuler l'arrêté pris par Antoine Perrin. Une première bataille, qui ne fera que retarder l'échéance. L'avenir se jouera sur le terrain des propositions. Demain, le Comité de projet devrait communiquer les premiers résultats de son travail, entamé début avril. Vendredi, une délégation carhaisienne doit rencontrer François Cuillandre et le directeur du CHU de Brest, appelé à la rescousse. L'idée d'une fusion est évoquée : problème, le CHU lui-même manque d'anesthésistes. Une chose est sûre, Carhaix ne cédera pas sans avoir lutté.

Pierre Chapin

ARH. « JE NE VEUX PAS ATTENDRE D'AUTRES PROBLÈMES »

Quelques heures après avoir signé l'arrêté de suspension des services de chirurgie et de maternité à l'hôpital de Carhaix, Antoine Perrin, le directeur de l'ARH, s'explique.



Hier, près de 3.000 personnes ont manifesté leur colère après l'annonce de la décision du directeur de l'Agence régionale d'hospitalisation.



Antoine Perrin pose comme ultimatum « de remédier à tous les manquements avant le 13 juin afin d'avoir une activité sécurisée et en régularité avec le droit du travail ».

Qu'est-ce qui a motivé cette décision rapide ? Le rapport d'expertise du Dr Marie-Ange Desailly-Chanson avait mis en évidence des dysfonctionnements majeurs quant à la sécurité des patients et des professionnels et quant à l'illégalité de certaines pratiques. Je pense, par exemple, à l'absence parfois de repos de certains praticiens après certaines gardes. C'est contraire au droit du travail. Tous ces éléments, associés aux chiffres de mortalité, font que je ne veux pas attendre qu'il y ait d'autres problèmes et que j'anticipe. À ceux qui m'avancent la notion de proximité pour maintenir ces activités à Carhaix, je réponds que proximité ne rime pas forcément avec sécurité.

Si l'hôpital trouve quatre anesthésistes d'ici le 13 juin, cela répondra à vos exigences ? Je n'ai jamais dit qu'il fallait quatre anesthésistes. C'est le directeur qui estime que c'est ce qui lui manque. Moi, je pose comme ultimatum de remédier à tous les manquements avant le 13 juin afin d'avoir une activité sécurisée et en régularité avec le droit du travail.

On vous reproche de n'être jamais venu jusqu'à l'hôpital de Carhaix avant de prendre votre décision... De nombreux spécialistes sont passés, pour les expertises. Ma visite des lieux n'était pas un élément de décision. Et vu le comité d'accueil qui m'était promis...

Concrètement, quel avenir pour l'hôpital après le 13 juin ? Il y a plein de possibilités et de pistes à explorer. On manque de lits de médecine à Carhaix, on manque aussi de soins de suite et d'hospitalisation à domicile. J'attends les élus. Je le répète, je suis à leur disposition pour que nous travaillions ensemble.

JEAN-YVON ROUDAUT.

« JE SUIS ÉCŒURÉ ». « Je ne suis qu'à moitié étonné, confie le président du Comité de défense. J'attendais cette décision pour dans quelques semaines. Si ces services ferment, dans quelques années, nous n'aurons plus qu'un hôpital local, un établissement de convalescence et de gériatrie. La population centre-bretonne mérite mieux que ça. Je suis écœuré, mais il y aura une réaction du Comité et de toute la population, pour maintenir la permanence des soins sur Carhaix et en Centre-Bretagne. Il faudra rester ferme vis-à-vis de l'ARH, et nous arriverons à faire avancer les choses ».

CHRISTIAN TROADEC.

« L'ARRÊTÉ (...) N'EST PAS LÉGAL » Pour le maire de Carhaix, président du conseil d'administration de l'hôpital, « l'arrêté pris par M. Perrin n'est pas légal : il aurait dû aviser en premier lieu le conseil d'administration de sa décision. On va donc l'attaquer devant le tribunal administratif. On sait que ça ne suffira pas et il va falloir durcir nos actions. Nous avons été trop gentils jusqu'à présent. Désormais, nous allons utiliser tous les moyens, y compris légaux pour gagner notre combat. Ce soir est le premier soir de la résistance populaire des Carhaisiens ».

Page imprimée depuis l'adresse:

http://www.letelegramme.com/gratuit/generales/regions/bretagne/hopital-on-ne-naitra-plus-carhaix-20080527-3147656_1339893.php

© Le Télégramme

RÉACTIONS. CE QU'EN DISENT LES POLITIQUES

Richard Ferrand, conseiller général. « J'ai joint par téléphone, immédiatement après son annonce, le directeur de l'ARH pour lui indiquer mon opposition totale à sa décision et l'enjoindre à prendre les mesures nécessaires au maintien des services hospitaliers de notre territoire. Je lui ai indiqué qu'il lui incombait, en sa qualité de représentant de l'Etat, de nous faire savoir quelles mesures il entendait prendre pour garantir l'égalité d'accès aux soins à tous les habitants de notre pays et pour répondre aux besoins que remplissent aujourd'hui les services dont il entend suspendre l'activité. L'enjeu est bien aujourd'hui de voir les mesures de suspension d'activité rapportées et les propositions pour le développement de notre centre hospitalier formulées. Toute autre attitude démontrerait la volonté de casse des services publics du gouvernement ».

Christian Ménard, député de la circonscription. « Le 18 mars dernier, je m'étais él

évé contre l'utilisation fallacieuse faite des chiffres avancés par l'ARH, ainsi que l'annonce brutale des mesures qui s'en étaient suivies. J'en avais directement averti la ministre, ainsi que son directeur de cabinet. Malgré tout, je demeurais pessimiste quant à l'avenir des services de maternité et de chirurgie, notamment en raison de l'impossibilité d'avoir quatre anesthésistes temps plein attachés à l'établissement, chiffre exigé par la Commission européenne de sécurité. J'en avais d'ailleurs fait part à Christian Troadec, maire de Carhaix, le vendredi 9 mai. Suite à cette décision, je suis prêt à examiner toutes les alternatives possibles ».

Jean-Pierre Hémon, référent santé du Pays Cob. « Je suis sidéré par le côté provocateur et irresponsable de cette décision. M. Perrin ne peut ignorer le désordre qu'il va engager. Mais je garde espoir : si l'on porte un projet crédible, la future ARS (Agence régionale des soins) ne pourra pas l'ignorer. On peut toujours rouvrir un service, mais on va d'abord tout faire pour qu'on ne les ferme pas. On ne peut pas fermer dans un délai aussi court, ne serait-ce que pour tous les examens, opérations qui ont été programmées. Que va-t-on faire de ces patients ? ».

Véronique Raher-Heriaud, conseillère régionale de Bretagne. « La Région continue de travailler avec le comité de projet à des propositions pour une offre de soins dans sa globalité à l'Ouest de la Bretagne. Nous sommes déterminés à ne pas baisser les bras et à continuer la réflexion engagée. L'accès à la santé est un droit pour tous les Bretons. L'hôpital de Carhaix peut compter sur la volonté infaillible de la Région. Ne nous laissons pas intimider par une simple gestion comptable de la santé ».

Page imprimée depuis l'adresse:

http://www.letelegramme.com/local/finistere-sud/chateaulin-carhaix/carhaix/reactions-ce-que-n-disent-les-politiques-20080527-3147283_1339855.php

© Le Télégramme
